

Sion décale l'augmentation du prix de l'eau potable

L'or bleu coûtera plus cher aux Sédunois. Mais pas tout de suite. Si, mardi soir, le législatif sédunois a entériné une hausse du prix de l'eau potable et de la taxe de base, les élus ont décidé de différer son entrée en vigueur à 2024.

«Nous voulons donner un répit aux habitants dans une période où le coût de la vie augmente fortement», explique le conseiller à l'origine de cette proposition, Patrick Siggen (Le Centre). «Ce décalage fera du bien aux familles précaires, mais aussi aux entreprises qui consomment beaucoup d'eau», reprend-il.

Avec le soutien du PS, des voix éparses chez les verts et contre l'avis d'une partie du PLR et de l'UDC, l'amendement centriste a été accepté par 32 voix contre 19 et 1 abstention.

Une hausse inexorable

Les ménages ne verront donc pas la facture d'eau gonfler l'année prochaine. Mais la hausse reste inexorable. Le prix actuel de 48 centimes le mètre cube



Ce décalage fera du bien aux familles précaires, mais aussi aux entreprises qui consomment beaucoup d'eau.

PATRICK SIGGEN
CHEF DE GROUPE DU CENTRE

d'eau ne couvre plus les dépenses. Le compte, censé être autofinancé, affiche donc un déficit. «Selon la loi, nous avons huit ans pour retrouver les chiffres noirs», explique Raphaël Marclay, municipal chargé des travaux publics et de l'environnement.

Dans le détail, le mètre cube d'eau, actuellement facturé 48 centimes, passera dans une fourchette entre 67 et 84 centimes. Le

projet de base prévoyait un prix à 72 centimes dès 2023.

Plus cher en 2024?

Le décalage d'une année va-t-il enfler l'addition en 2024? «C'est difficile à le dire aujourd'hui. On ajustera les prix chaque année avec une hausse progressive. Nous ne cherchons pas à faire du bénéfice sur l'eau, même si Sion reste l'une des villes les moins chères du pays en matière d'eau potable», assure l'élue PLR. En moyenne, en Suisse, un citoyen consomme 63 mètres cubes d'eau par année. Un calcul «à la louche» chiffre donc cette hausse à 15 francs annuels par personne du ménage. Quant à la taxe de base, aujourd'hui située entre 6,6 et 10 centimes par mètre cube, elle coûtera entre 14 et 18 centimes dès 2024. Cette dernière, liée au volume d'habitation, cible en priorité les vastes logements et permet «de faire contribuer certains consommateurs profitant de l'infrastructure mais consommant peu, comme les résidences secondaires», ajoute Raphaël Marclay.